

## Sur le terreau de l'ONU

Dans le débat, l'Organisation des Nations Unies (ONU) ajoute son poids, discrètement. De retour d'un colloque sur la taxe Tobin à Vancouver, début octobre, Robert Jasmin mentionne qu'un représentant des Nations Unies participait à la rencontre. Une réunion autour de la taxe Tobin, où les Nations Unies seront prééminentes dans les discussions, aura lieu en mars 2002 à Monterrey, au Mexique.

La remise cette année du prix Nobel de la paix à Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, braque les projecteurs sur l'organisation, théoriquement garante de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. L'ONU commence à aborder les immenses problèmes posés par les accords commerciaux multilatéraux, thème cher surtout

Ce rôle de l'ONU, en tant que plus qu'un simple pantin des puissants, sera inévitablement soulevé en janvier au Forum social mondial de Porto Alegre. La lutte contre la guerre, le problème de l'escalade de la violence internationale seront replacés en tête de liste des sujets, selon Gustavo Coudas, conseiller au secrétariat international de la Confédération unie des travailleurs du Brésil, important organisateur du Forum.

La participation de toute une série d'ONG des pays arabes et d'Afrique est en train d'être coordonnée par ceux qui organisent le Forum social mondial. Kofi Annan a été invité, mais sa présence n'a pas été confirmée. «Nous aborderons le problème d'une architecture reformulée du pouvoir mondial, afin qu'on s'éloigne du modèle de deux ou trois gouverne-

«On bute de plain-pied sur les problèmes de transparence», déplore-t-il, en donnant l'exemple du traité de libre-échange nord-américain (ALÉNA). «Il y a constamment des experts qui travaillent en catimini sur des articles du traité. Il est clair qu'on est dépassé par les événements.»

Pour comprendre qui fait quoi et jeter un peu de lumière sur les méthodes utilisées, il propose la mise en place d'un Observatoire du libre-échange des Amériques. «Les négociations sur l'ALÉNA ne se sont pas arrêtées après la signature du traité, mais elles servent de base à la position des Américains et des Canadiens face à l'OMC,» rappelle-t-il.

## Une conjoncture favorable

Robert Jasmin, d'ATTAC Québec, croit que les attentats du 11 septembre ont créé, bien tristement, une conjoncture favorable au discours pour une autre mondialisation. «Il faut voir que les Américains veulent imposer leur pensée unique comme une réponse au terrorisme. Leur discours est que seul le commerce

libre de toute entrave est porteur de liberté. C'est tout le système de valeurs sociales qui est visé. Il est clair que Bush veut tabler sur les attentats pour renforcer sa position lors du second cycle de négociations de l'OMC.»

Le 2<sup>e</sup> Forum social mondial prend toute son importance dans ce contexte. Le premier, en janvier 2001, également à Porto Alegre, a examiné les séquelles de la déréglementation des marchés sur les populations. En avril 2001, à Québec, au Sommet des peuples des Amériques, les syndicats, les consommateurs, les petits agriculteurs, les éco-

## Les États-Unis veulent imposer leur pensée unique comme réponse au terrorisme. Dans ce contexte, le 2<sup>e</sup> Forum de Porto Alegre prend tout son sens.

à la haute fonctionnaire Fukiko Fukuda-Parr, du Programme de l'ONU sur le développement humain (PNUD). Le rapport 2000 du PNUD mentionne, entre autres, le secret des négociations, l'appropriation du savoir médical indigène, le prix universellement exorbitant des médicaments justifié par le critère nommé «propriété intellectuelle», comme autant d'anomalies dans les accords commerciaux internationaux comme l'ALÉNA, ou dans le projet de ZLÉA. De là, il n'y a qu'un pas pour proposer que les Droits de l'Homme, dans leur sens le plus large, chapeautent les traités de commerce, jusqu'à présent amoraux.

ments qui décident de tout dans le monde», poursuit le syndicaliste brésilien.

«Ce sera une excellente occasion de continuer à se concerter avec les membres de l'Alliance sociale continentale et de faire de nouvelles alliances hémisphériques et mondiales», prédit pour sa part Patrick Woodall de *Public Citizen*.

Dorval Brunelle, sociologue et fondateur du Groupe de recherche sur l'intégration continentale à l'Université du Québec à Montréal (GRIC-UQAM), craint que les gens focalisent sur les négociations sans considérer l'ensemble.

**PLUS DE 35 ANS DE VIE SYNDICALE  
DE LUTTES, D'EXPÉRIENCES, DE RECHERCHE,  
DE SOLUTIONS.  
À PLUSIEURS, LA VOIX PORTE PLUS LOIN!**



**Syndicat des professeurs de l'État du Québec**